



Lettre ouverte à Monsieur le Préfet de police et Monsieur le Préfet de région

Messieurs les Préfets,

Lors de la manifestation du mardi 09 octobre, contre la réforme des retraites et pour le progrès social, les forces responsables du "maintien de l'ordre" ont chargé et matraqué nos camarades en charge de sécuriser le Carré de tête où se trouvaient les représentantes et les représentants de nos organisations syndicales.

Cette volonté de briser cette manifestation et les méthodes utilisées sont inacceptables et dérogatoire aux droits fondamentaux. Nous voyons dans ces pratiques une détermination à museler les organisations qui défendent les intérêts des salarié(e)s, des privés d'emplois et des retraités mais aussi à étouffer nos revendications.

Hélas, de plus en plus, nous sommes témoins de violences venant des forces de l'ordre envers nos cortèges comme ce fut le cas lors de la manifestation du 1er Mai, manifestation pour la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. Lors de cette journée des cordons entiers de CRS et Gardes Mobiles se sont permis de traverser les cortèges syndicaux. Ces actes sont intolérables et montrent à l'évidence que vous cherchez la provocation justifiant ensuite vos pratiques répressives.

Nous ne pouvons que pointer du doigt cette escalade dont nous sommes les premières victimes et la fameuse affaire Benalla en est l'illustration caricaturale. Il en est de même pour les lycéennes et les lycéens qui dans leurs modes d'action et d'expression, sont aussi victimes de répressions violentes de la part de vos services. En effet les blocages de lycées sont sans cesse réprimés à coups de matraque et de gaz lacrymogène.

De plus en plus nous ne faisons que constater que les violences, et la répression envers les organisations syndicales mais aussi envers les personnes mobilisées pour défendre leurs droits vont en augmentant. Nous exigeons que notre droit à manifester et à revendiquer soit respecté.

Veuillez croire, Messieurs les Préfets, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et SOLIDAIRE D'ÎLE DE France

Paris, le 24 octobre 2018